

Universitaires ouighours en Chine : l'ULB exprime sa solidarité vis-à-vis des collègues victimes de répression

Depuis 2016, la région du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), historiquement peuplée par une majorité de Ouighours (turcophones musulmans), est le théâtre de répressions continues qui ont mené à la **détention illégale de plus d'un million de Ouighours** dans des camps de « rééducation ». En août 2018, l'ONU a confirmé avoir réuni un nombre considérable d'éléments incontestables sur ces détentions arbitraires et demandé à l'Etat chinois d'en rendre compte. Dans ces camps, **des abus d'ordre physique et psychologique** ont été révélés par de nombreux témoins. Après en avoir longtemps nié l'existence, même devant les instances de l'ONU, la Chine vient finalement de les reconnaître en modifiant l'une de ses lois qui, de façon rétroactive, entérine le recours à des « camps » pour les individus soupçonnés d' « extrémisme ».

Parmi les détenus figurent un nombre croissant **d'académiques ouighours, comme rapporté par Scholars at Risk** dans son bilan annuel, qui consacre trois pages au cas ouighour. (<https://www.scholarsatrisk.org/wp-content/uploads/2018/10/Free-to-Think-2018.pdf>, p.18-20). Le dernier exemple en date et l'un des plus connus est celui du Professeur **Tashpolat Tiyp**, Président de l'Université du Xinjiang jusqu'à sa disparition à l'automne 2016, **Docteur Honoris Causa de l'Université de la Sorbonne** et actuellement condamné à mort, pour lequel l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris s'est mobilisée. Le Conseil des Présidents d'Université (CPU) en France s'est également positionné pour la libération de Tashpokat Tiyp dans un communiqué du 18 octobre 2018 (<http://www.cpu.fr/actualite/professeur-tiyip-taspholat>).

Figure également sur la liste des disparus l'anthropologue **Rahile Dawut**, issue de la même université, célèbre pour ses travaux sur les pratiques folkloriques de sa région d'origine et récompensée notamment par l'Institut Royal d'anthropologie de Grande Bretagne et d'Irlande en 2008. Ses proches sont sans nouvelles d'elle depuis fin 2017. Les professeurs **Abdukerim Rahman, Azat Sultan, Gheyretjan Osman** et **Arslan Abdulla** (ce dernier, linguiste, est âgé de 70 ans) sont eux aussi détenus depuis plusieurs mois. On estime aujourd'hui que **plus de 120 autres académiques ouighours d'universités au Xinjiang sont enfermés dans des camps** mis en place dans la région. D'autres, comme **Halmurat Ghopur**, Président de l'Université de médecine du Xinjiang, ont été condamnés à la peine capitale ; d'autres encore ont trouvé la mort dans des circonstances non élucidées, comme le directeur du Département de tourisme de l'Université du Xinjiang, **Hamit Himit**. Bien d'autres arrestations et détentions n'ont pas été rapportées, les familles craignant des représailles du gouvernement chinois si les cas de leurs proches deviennent trop publics.

Les trajectoires de ces collègues, célèbres médecins, ethnographes, linguistes, hydrologues ou économistes devenus des prisonniers « clandestins », illustrent la répression qui écrase depuis plus de deux ans la vie de millions de Ouighours et touche plus particulièrement les intellectuels et les figures publiques issus de ce groupe ethnique. Cette situation révèle la crainte qu'inspire à l'Etat chinois une intelligentsia ouighoure critique, de façon trop ostentatoire selon Pékin, des politiques étatiques mises en œuvre au Xinjiang. En 2014, **Ilham Tohti** (<https://ilhamtohtisite.wordpress.com>), économiste à l'Université des Nationalités (*minzu*) de Pékin et **récemment nommé pour le Prix Nobel de la Paix**, en avait payé le prix fort. Accusé de « terrorisme » pour sa remise en question des politiques ethniques chinoises au Xinjiang sur son site Internet, il a été condamné à la prison à vie et nous restons à ce jour sans nouvelle ni de son état de santé ni de ses conditions de détention.

En dehors de la Chine, nos collègues ouighours sont aussi confrontés à des pressions et des menaces de la part des autorités chinoises, qui leur demandent de livrer des informations personnelles, refusent de renouveler leurs passeports, leur intiment l'ordre de rentrer instamment au Xinjiang et inquiètent leurs familles restées sur place. Du fait de cette politique, nos collègues sont ainsi **condamnés à vivre en exil** et à rompre toute communication avec leurs proches, sans aucune certitude quant à leur sort.

Aucun procès public n'a été répertorié, et les universités de la région sont *de facto* fermées aux chercheurs étrangers. Les collègues français, néerlandais, suisses et belges se sont néanmoins activement mobilisés et **plus de 100 sinologues au total ont ainsi signé cinq tribunes publiées dans**

quatre grands quotidiens nationaux en Europe pour dénoncer les politiques chinoises et exiger la fermeture de ces camps.

L'ULB a mené au cours des dernières années une **politique active pour s'ouvrir au monde académique chinois** par le biais de mobilités étudiantes, d'échange de professeurs et de collaborations de recherche dynamiques ; et en développant un pôle de spécialistes de la région asiatique dans lequel la recherche sur la Chine prend une part importante. C'est pourquoi, en toute connaissance de cause et déterminée à maintenir les collaborations en cours avec les universités chinoises et les chercheurs chinois de toute origine ethnique, l'ULB tient à exprimer son **inquiétude quant au sort des collègues ouighours** de Chine et sa solidarité avec eux. Sans plus attendre, les autorités chinoises doivent **libérer celles et ceux qui sont retenus dans les camps** de rééducation politique-; **libérer les intellectuels arrêtés et condamnés** sans procès publics ; et **cesser harcèlement et intimidation** au sein de la communauté ouïghoure.

L'ULB, qui condamne les obscurantismes et les diverses formes d'autoritarismes, réaffirme avec force son **attachement indéfectible à la liberté d'expression et à la liberté académique** partout dans le monde. L'ULB appelle aussi les universités en Belgique et en Europe à afficher leur solidarité en **dénonçant ouvertement la situation de nos collègues ouighours** dans et en dehors de la Chine, en **relayant toute information liée à des disparitions** de collègues rattachés aux universités de la région du Xinjiang et au-delà. C'est le silence qui a jusqu'ici facilité l'arrestation et l'emprisonnement de nos collègues en Chine ; l'ULB **encourage donc à briser ce silence au nom de la Connaissance et de la Liberté** de la science, de la **Liberté de penser** en sortant du cadre idéologique imposé par toute autorité politique, et **des Droits Humains qui sont au cœur des valeurs de l'ULB**.

Liste non exhaustive des chercheurs ouighours détenus dans un camp de rééducation politique ou condamnés (en anglais, en ouïghour et en chinois) : ci jointe

Article paru dans le *Monde* sur la répression de l'intelligentsia ouïghoure (9 novembre 2018):
https://www.lemonde.fr/international/article/2018/11/09/en-chine-l-intelligentsia-ouigouire-ciblee-par-une-purge-massive-et-sans-precedent_5381201_3210.html?fbclid=IwAR2dJO-FIZ9O2aox1tuCe5Dbam6mtZstob8ySY_CoLDtOkydxw13cA534oY